

Centre du Mali : «L'échec du gouvernement malien à punir les groupes armés, encourage ces derniers à commettre d'autres atrocités». Dixit Corinne Dufka

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 12 MARS 2020

562

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Rapport des NU sur le Mali

Entre progrès et violations



Marche pacifique des enseignants : Réprimée la police nationale



COMMUNIQUÉ DU CONSEIL
DES MINISTRES DU MALI

Communiqué du Conseil des Ministres
du mercredi, 11 mars 2020

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

| | | |
|------------------------------|---|------------|
| Une | Rapport des NU sur le Mali : Entre progrès et violations | P.4 |
| Brèves | <p>Coronavirus en France : « 98% des personnes guérissent » P.10</p> <p>Mali: Un cas suspect de Coronavirus à Siama en cours d'analyse (communiqué du ministère de la santé) P.10</p> <p>Région de Mopti : Le Général Salif Traoré à Kéma P.10</p> <p>En Un Mot : Scandale financier à Kidal P.11</p> <p>Libre circulation des personnes : «Tout voyageur doit avoir des documents légaux et fiables» P.11</p> <p>Lutte contre le terrorisme dans le Sahel : Le Général François Lecointre redoute la «forte capacité de régénération» des djihadistes P.11</p> <p>Pays du sahel : Conclave des ulémas P.12</p> | |
| Actualité | <p>COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI, 11 MARS 2020 P.14</p> <p>Marche pacifique des enseignants : Réprimée la police nationale16 P.16</p> <p>Réseau des femmes journalistes reporters d'images du Mali : « Le réseau est un nouveau-né, il doit grandir et se développer...» P.18</p> <p>Centre du Mali : «L'échec du gouvernement malien à punir les groupes armés, encourage ces derniers à commettre d'autres atrocités». Dixit Corinne Dufka P.19</p> <p>Bamako-Lassa : Un agent du GMS arrêté au cours d'un braquage par la population P.20</p> <p>Le ministre en charge de la Sécurité à Mopti : Les opérations électorales sous bonne garde P.21</p> | |
| Politique | <p>L'honorable Moussa Timbiné rebondit sur l'affaire du terrain de football de Baco-djicoroni opposant les jeunes au maire de la Commune V: "Ouattara a, lui-même, avoué avoir reçu 5 millions du propriétaire des magasins" P.23</p> <p>Ultimatum de Dicko au pouvoir : A quoi faut-il s'attendre ? P.25</p> | |
| Culture & société | 7e Session Ordinaire du Conseil d'Administration du CDAT : " Afin d'assurer un bon encadrement des artisans pour promouvoir la transformation artisanale du coton" P.27 | |
| International | <p>Guinée Bissau : Tournée régionale du président Umaro Sissoco Embaló P.28</p> <p>Crise politique en Guinée : Le Général Sékouba Konaté brise le silence...) P.28</p> <p>Coronavirus : En Afrique du Sud, les trois principales provinces touchées P.29</p> | |
| Sport | Lyon : Moussa Dembélé sur le départ ? P.30 | |

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.10



P.18



P.25





Rapport des NU sur le Mali : Entre progrès et violations

Le Groupe d'Experts sur le Mali, créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali, vient de présenter au dit Conseil son Rapport de mi-parcours le 28 février 2020. En fait le Rapport a été présenté le 30 janvier 2020 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2374 (2017) concernant le Mali, qui l'a examiné le 12 février 2020. Il ressort du Rapport du Groupe d'Experts sur le Mali que si des progrès ont été

réalisés dans l'application de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale, des cas de violations ont été régulièrement constatés notamment par la volonté de la Coordination des Mouvements de l'Azawad d'élargir sa sphère de contrôle, en violation flagrante des Accords de Ouagadougou. Le Gouvernement n'est pas en reste qui a été épinglé particulièrement pour le report unilatéral de la réunion du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) qui était initialement

prévue à Kidal. Comme on le voit les parties sont à différents degrés impliqués dans le retard pris dans la mise en œuvre de l'Accord même si le Rapport se félicite du déploiement de l'armée malienne reconstituée à Kidal et dans les régions de Tombouctou et Gao.

Les Rapports des Nations Unies sur le Mali se succèdent et, malheureusement, se ressemblent au fil des mois. La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale avance certes mais pas à la satisfaction de l'Organisation mondiale ni des parties en conflit du reste. Ainsi le Rapport du Groupe d'Experts sur le Mali explique que « le peu de progrès enregistré sur le plan de l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali s'explique principalement par la non-tenue de réunions pendant six mois au Comité de suivi de l'Accord et par la nécessité de mener à bien un dialogue national inclusif laborieux ». En effet, souligne le Rapport d'Expert, « En septembre 2019, le Gouvernement malien a annulé unilatéralement une réunion du Comité qui devait se tenir à Kidal. À la suite des déclarations pu-



bliques du Niger selon lesquelles la région était un sanctuaire pour les terroristes et des allusions à une éventuelle révision de l'Accord dans le cadre du dialogue national, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) s'est retirée, avant de se raviser ».

L'annulation de cette réunion à Kidal du CSA a, selon le Rapport d'Expert, « porté atteinte à la confiance entre les parties, comme cela a été souligné à la réunion du Comité de haut niveau du 19 janvier 2019 ». Il faut dire que la confiance n'a vraiment pas existé entre les parties en conflit car celles-ci se comportent très souvent comme si elles n'avaient pas d'obligation vis-à-vis de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale dont les violations répétées ont valu des menaces de sanctions de la part de la communauté internationale. C'est pourquoi le Rapport du Groupe d'Experts indique que « Le cadre de consultation inter malien, lancé en septembre 2018 sous l'égide du Ministre de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale, semble être le mécanisme le plus approprié pour rétablir la confiance ». Cependant, force est de constater que la mission de ce ministère semble phagocytée par l'intrusion intempestive du Ministère malien des Affaires étrangères dont les interventions ne sont pas toujours appréciées par la CMA.

Sans doute sous la pression des parties impliquées dans la mise en œuvre de l'Accord, notamment les NU, les États-Unis, la France et l'Algérie, le Gouvernement du Mali et la CMA s'efforcent tant bien que mal à faire bouger les lignes. « Malgré l'agitation politique qui a entouré l'exécution de l'Accord, les parties ont continué de coordonner les mesures prises pour accélérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration ainsi que l'intégration de nouveaux membres dans l'armée, dans le cadre de la Commission technique de sécurité du Comité », affirme le Rapport du Groupe d'Experts sur le Mali. Ainsi, indique le Rapport, « les premiers bataillons de l'armée malienne reconstituée, forte de plus de 400 hommes, ont commencé à se déployer à Kidal, Tombouctou et Gao ». Cependant, là aussi des difficultés subsistent car « l'accélération du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration a connu quelques difficultés, comme le peu d'intérêt du Gouvernement à l'égard des membres nouvellement intégrés des Forces armées maliennes, un retard de trois mois dans la publication des



décisions officielles d'attribution des grades et des nominations militaires et l'insuffisance du matériel ». Il est difficile de savoir s'il s'agit du « peu d'intérêt » des autorités maliennes dans ce domaine. En fait, la réintégration des anciens soldats déserteurs de l'Armée malienne pose d'énormes problèmes tant au niveau de la hiérarchie militaire que des militaires du rang dont beaucoup ont du mal à accepter que leurs ennemis d'hier deviennent leurs chefs aujourd'hui. A cela s'ajoute la question de la compétence et de la capacité des intégrés à assumer leurs nouvelles responsabilités. Ce sont des aspects qui ne sont pas inconnus des autorités maliennes et qu'il faudra gérer sans provoquer des frustrations préjudiciables à l'unité et la cohésion au sein de l'Armée.

Les dysfonctionnements dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale ont conduit à des conséquences sur le terrain de la sécurité qui ont débordé sur les pays voisins du Mali, notamment le Burkina Faso et le Niger. Le Rapport du Groupe d'experts sur la Mali le souligne expressément. « Les

pays de la région ont pâti du retard observé dans l'application de l'Accord. Le regain de violence transfrontalière et la recrudescence des attaques contre les forces nationales de sécurité et de défense au Niger et au Burkina Faso, suscitées par un dispositif de sécurité défaillant du côté malien de la frontière, ont poussé à bout la patience des pays voisins et des institutions régionales à l'égard des protagonistes, comme l'indiquent les déclarations faites en septembre sur le statut de Kidal par le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest », peut-on lire dans ledit Rapport.

Cette situation est sans doute liée au changement dans « l'équilibre des pouvoirs entre les groupes armés signataires et les groupes armés coopérant à l'application de l'Accord » particulièrement au cours de 2019. En effet, il y a eu cette année-là plusieurs tentatives d'alliance comme celles des « chefs des principaux groupes armés du nord du Mali (qui) se sont réunis à Bamako à l'initiative du général El Hadji Ag Gamou des Forces armées maliennes, com-



mandant militaire de fait du Groupe d'autodéfense des Touaregs Imghad et leurs alliés (GATIA), pour former une large alliance destinée à combattre le terrorisme et à reprendre le contrôle du terrain perdu d'abord face au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et ensuite à la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique ». Ces tentatives ont été contrecarrées par La CMA qui, selon le Rapport, a « imposé sa propre stratégie de coexistence avec les groupes armés terroristes. Elle fait valoir que le déploiement de l'armée reconstituée, associé à des réformes institutionnelles conformes à l'Accord, est une condition préalable non négociable de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée ». Il serait intéressant de savoir comment la CMA va adapter sa stratégie dans un contexte de déploiement de l'Armée malienne reconstituée.

Le Rapport du Groupe d'Experts sur le Mali est catégorique. Au cours de la période observée par les Experts, « la CMA a poursuivi sa stratégie militaire expansionniste en violation du cessez-le-feu signé à Ouagadougou, qui dispose que les groupes armés doivent s'abstenir de s'engager dans des opérations hostiles et geler leurs positions militaires ; elle a cherché à créer une scission au sein de la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger, qui a conduit à la création de deux organisations distinctes portant le même nom ». Il n'y a pas de doute, la CMA cherche à asseoir sa suprématie politique et militaire dans le Nord du Mali de manière à peser de tout son poids dans la suite des négociations pour la mise en œuvre de l'Accord. En témoigne la série des congrès « qui s'est déroulée d'octobre 2019 à janvier 2020, au cours de laquelle la future fusion des trois composantes de la CMA en une seule organisation



a été annoncée devant des milliers de participants réunis à Kidal et Ber et des centaines de véhicules équipés de mitrailleuses ont été paradés lors de défilés militaires », rapporte le Groupe d'experts. Cette démonstration de force cache mal la volonté et la détermination des groupes armés réunis autour de la CMA de contrôler les routes de la drogue qui, comme on le sait, sert à les financer. Le Rapport note que « le Groupe d'experts a mené des enquêtes auprès des États Membres et des institutions financières et a identifié une série de sociétés écrans établies en Algérie, au Mali, au Maroc et au Niger, selon toute probabilité pour blanchir l'argent de la drogue et financer des opérations de trafic ».

Il y a des personnes au sein de groupes armés qui sont identifiées comme susceptibles de violer l'Accord de paix et de réconciliation. Ainsi le Rapport indique que « Cinq personnes ont été visées par le gel des avoirs à compter du 19 décembre 2019, mais le Groupe d'experts n'a pas encore obtenu de preuves de violation. Il a néanmoins consigné de multiples violations de

l'interdiction de voyager par trois des huit personnes assujetties à ces mesures. Il exhorte les États Membres à appliquer efficacement ces mesures et estime que les partenaires internationaux de la médiation pourraient envisager de mettre effectivement un terme à la participation des personnes visées par les sanctions aux mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix, tels que le Comité de suivi de l'accord ou le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Cela renforcerait l'effet stigmatisant et dissuasif des sanctions sur les personnes identifiées comme entravant ou menaçant l'application de l'Accord ».

De nombreux problèmes subsistent donc quant à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale signée à Bamako les 15 mai et 20 juin 2015. Il n'est pas sûr que la CMA et alliés aient définitivement renoncé à leur rêve d'indépendance de ce qu'ils nomment Azawad. Le réarmement continu de la CMA avec l'argent issu de tous les trafics surtout celui de la drogue en est le témoignage le plus éloquent. Le retard pris dans la mise en œuvre de l'Accord depuis maintenant 5 ans naît de la volonté de retarder le maximum possible le retour de l'Administration et des Forces de sécurité dans le grand Nord. La présence de l'Administration et de l'Armée à Kidal générerait énormément les affaires de la CMA et alliés qui ne doivent leur survie qu'au trafic de tous genres. La perspective de la fin de ces affaires très lucratives est de nature à couper le sommeil à plus d'un. Tant qu'il n'y a pas une pression suffisamment forte et persuasive de la part de la communauté internationale, la mise en œuvre de l'Accord pourra encore durer longtemps.

■ DIALA THIÉNY KONATÉ



MC Tièfari Chi Diarra

Selon nos informations, l'opération économique Bassidi DEMBELE, surnommé « roi 1212 » serait en audition au pôle économique de Bamako. Nos sources évoquent des envoyés de Karim Keita à son chevet. Pour l'instant nous ne savons pas les raisons de cette affaire.

Source : Figaro Parti Ldc Mali



Notre camarade AG qui est blessé se porte bien. Comme vous pouvez le constater ici en image avec honorable Oumar Mariko à son chevet.



PINAL

Centre du Mali : De dimanche à aujourd'hui, 9 villages brûlés avec des dizaines de pertes en vie hu-



maine, greniers réduits en cendre, animaux emportés et des déplacements massifs des populations. Mais, à Bamako, ce sont les législatives qui comptent. Le silence coupable des autres continue à tuer le Centre du Mali. Dieu sauve ce qui nous reste.

Du 01 au 07.03.2020, des déplacements massifs des populations dans le cercle de Bankass. La situation humanitaire devient de plus en plus inquiétante, car ces populations ont tout perdu et abandonné leurs villages et bien pour leur survie. Dieu sauve ce qui nous reste!

RFI



« Nous sommes extrêmement préoccupés tant par le niveau alarmant et par la sévérité de la propagation que par le niveau d'inaction. Nous avons donc décidé de considérer que le Covid-19 peut être qualifié de pandémie»

M. Nouhoum Togo - Officiel



Madougou attaqués par des Bandits assaillants ce matin. Ils ont emportés beaucoup de bétails, tuant 1 une personne. Quatre (04) blessés dont un grève et évacué sur Koro.

Source : Autorités villageoises.

Attaque de mon village Kourkanda Bilan:10 morts et le village brûle. Merci IBk

La Croix Africa



« Je ne peux rien refuser à celui qui vient de faire cette demande. La demande émanant du Chérif est un ordre et je demande à tous mes adeptes de surseoir à cette marche »

Baxi Zapata Baxi



DECLARATION DE LA PATEFORME ANW KO MALI DRON SUR LA REPRESSION POLICIERE DE LA MARCHE PACIFIQUE DES ENSEIGNANTS

La plateforme Anw Ko Mali Dron exprime sa vive indignation face à la violente répression par les forces de l'ordre de la marche pacifique des enseignants. Elle condamne vigoureusement ces actes attentatoires aux droits fondamentaux des citoyens. Elle rappelle aux gouvernants que le peuple malien a conquis au prix du sang en Mars 91, les libertés fondamentales individuelles et collectives parmi lesquelles la liberté d'organisation, d'expression et de manifestation. L'utilisation de la violence ne peut constituer un mode de gestion des manifestations publiques, expression de mécontentement des citoyens.

Elle engage le gouvernement à arrêter la fuite en avant dans la ges-

tion de cette grave crise en apportant des réponses adéquates aux revendications légitimes des enseignants.

Bamako, le 11 mars 2020.

P/ la Plateforme La Présidente

Mme Sy Kadiatou Yoro Sow

Amadou GON Coulibaly

Toutes mes félicitations à Amy SISSOKO, de la RTI, pour avoir remporté le Prix spécial SIFCA du meilleur journaliste en agro-industrie et le Prix spécial Jérôme DIEGOU BAILLY de la meilleure enquête lors de la 21^e édition de la nuit de la communication, SOIRÉE EBONY 2019.



Samerou Diallo

2^{ème} émission sur la radio #Djekafo 100.7 dans le cadre des séries d'émission du projet Leadership Politique Accru des Femmes #LEPAF. Ces émissions sont réalisées dans le cadre des élections législatives de mars 2020. Le thème de cette émission est: Droits et Devoirs du citoyens en période électorale.

Les invitées : Madame Coulibaly Korotoumou Ballo membre de la plate-forme femme pour l'équité du genre #PFEG et Madame Sirantou Conseillère à la mairie de la commune V et Samerou Diallo chargé de communication et de plaidoyer du projet Lepaf Mali.

Ce projet est exécuté par #EndaMali avec l'appui financier de l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme IEDDH de l'Union Européenne.



Bina Sogoba

Je suis enseignant de formation mais oui à la marche autorisée non à la violence contre les biens publics et privés. Vive le SNEC



BAMAKO-LASSA: UN AGENT DU GMS ARRÊTÉ AU COURS D'UN BRAQUAGE PAR LA POPULATION

Gouvernement du Mali

Koulouba | 9 Mars 2020 | Audience 2

Le Président #IBK a reçu l'Ambassadeur d'Allemagne au Mali. Dr. Dietrich Fritz Reinhold Pohl est venu échanger avec le Chef de l'Etat sur plusieurs sujets dont le renforcement de la coopération entre les deux pays dans tous les domaines.



Jeune Afrique

Alors que l'épidémie de Covid-19 vient d'être considérée comme une « pandémie », le Dr Michel Yao,



responsable des opérations d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Afrique, insiste sur la nécessité de réhabiliter les structures de prise en charge des malades sur le continent.

Amadou Tall

SYNDICATS D'ENSEIGNANTS DU MALI - Savoir raison garder à un moment donné. #Education #Greve #Elevés



L'ange, le premier ministre du Mali et l'#Ameokal de Menaka (depuis le 7 mars 2020), #BoubouCISSÉ est il au centre d'un jeu qui le dépasse? On est sorti de l'étape "Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil" pour entrer dans l'ère de la salle guerre larvée et souterrain. Ne pas avoir la grosse tête.



Ambassade des Etats-Unis au Mali

« Les femmes jouent et peuvent jouer un grand rôle pour la consolidation de la paix au Mali, » a souligné DeEtta Cravens, Attachée Culturelle de l'Ambassade des #USA au Mali. C'était à l'occasion d'un Grin spécial tenu dimanche dernier au Mémorial Modibo Keita. #8mars #USAMali



Elhadj Djimé Kanté

Législatives au Mali: faites le bon choix



La plupart d'entre eux mentent comme ils respirent. Ils sont sans scrupule. Pour vous avoir, ils sont capables de manger avec vous et se retirer juste après pour aller vomir. Ils se montreront attentifs à vos problèmes, prendront vos C.V et les jetteront après. Ils n'ont pas besoin de vous en entier c'est seulement votre voix qui les intéresse. Prenez les 2000f qu'ils vous donnent (c'est une partie de ce qu'ils vous ont volé) mais mettez dans l'urne le bon bulletin. Pensez-y
Badjimé

Yaya Sangare

La mesure d'EXAMEN & d'AUTO-ISOLEMENT systématiques de 14 JOURS prise par le gouvernement malien concerne tous les PASSAGERS en provenance des pays FORTEMENT touchés par la maladie à COVID-19. Merci



Umaro Sissoco Embalo

Arrivé ce matin à #Niamey pour une visite officielle avec pour objectifs de « raffermir les liens de fraternité et de coopération entre le Niger et la Guinée Bissau. Je remercie Le Président @lssoufouMhm pour sa confiance. Niger GuineaBissau Cooperationsudsud



Walid Le Berbère

#Ménaka Un véhicule de l'Armée Nationale Reconstituée (ANR) évoluant sur la RN20 Ansongo-Ménaka a heurté un IED à Ahaganagh situé à 60 km ouest de la ville de Ménaka, ce 11/03/20 vers 11H. Bilan fait état de 02 morts (FAMa).....#Sahel



Pr. Alpha CONDÉ

J'ai, par décret, annoncé ma décision de nommer deux hauts cadres au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement : Mariam Sanoh Camara en tant que chef de cabinet et Dr Seydou Dioubaté en tant que conseiller principal du ministre Papa Koly Kourouma. #Kibaro



Bebich Ag

Les civils sont gazés, les bandits sont candidats, bravo la démocratie malienne !le Mali avance avec ibk



KONATE Malick

La manifestation des enseignants à BAMAKO a pris une tournure sympathique au niveau de la place de l'indépendance. Les policiers ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. #GreveEnseignants #Article39



Tieman Coulibaly

Aujourd'hui j'ai rendu visite aux candidats de notre liste d'alliance à Bandiagara au cœur du Pays Dogon. J'y ai présenté mes respects aux chefferies traditionnelles et autorités religieuses.



Mamadou Ismaila KONATE

Guinée : les élections n'auront pas lieu dimanche — via @lemondefr



Manon Laplace

Au Senegal, l'omniprésence des grands groupes hexagonaux, accusés de néocolonialisme, cristallise le ressentiment. Enquête sur les nouveaux chantres de la souveraineté #Kebetu



Coronavirus en France : « 98% des personnes guérissent »



Le système de santé français rudement mis à l'épreuve par le coronavirus, laisse entrevoir une lueur d'espoir pour les personnes atteintes de la maladie du coronavirus en France. Et selon le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, « 98% des personnes guérissent ». A noter que sur les 33 décès enregistrés en France, la plupart avaient des pathologies lourdes.

Région de Mopti : Le Général Salif Traoré à Kéma



Plus que par des mots, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, accompagné du Gouverneur de la région de Mopti, le Général de Brigade Abdoulaye CISSÉ, s'est rendu au chevet des populations du village de Kéma, dans la commune rurale de Dougombo, cercle de Bandiagara.

Rappelons que ce village avait été attaqué par des individus armés non identifiés dans la nuit du dimanche 08 au lundi 09 mars 2020, faisant un mort parmi la population, détruisant des greniers remplis de céréales et emportant du bétail. Un village éprouvé avec des populations désarmées qui ont toutefois salué, à juste titre, la double présence du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile ainsi que du Gouverneur de la région.

Des vivres et une enveloppe ont été remis par les hôtes du jour au chef de village. Celui-ci a néanmoins tenu à rappeler la fragilité de la situa-

Mali : Un cas suspect de Coronavirus à Siama en cours d'analyse (communiqué du ministère de la santé)



COMMUNIQUE N°9 DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES SUR LA PRÉVENTION ET DE LA RÉPONSE A L'ÉPIDÉMIE DE LA MALADIE A CORONAVIRUS.

Conformément à son engagement de tenir régulièrement informées l'opinion nationale et internationale de la situation épidémiologique dans le pays, le Ministère de la Santé et des Affaires sociales informe de ce qui suit :

Ce jour 10 mars 2020, un ingénieur de nationalité péruvienne travaillant dans une mine d'or de Sikasso a été reçu dans une structure de santé de SIAMA pour céphalées, toux productive et autres symptômes, le faisant suspecter de la maladie à Coronavirus.

En plus de la prise en charge, des prélèvements ont été faits et envoyés au laboratoire. En attendant les résultats des tests, le patient a été mis en isolement.

Le ministère de la Santé et des Affaires Sociales rassure l'opinion nationale que les mesures appropriées sont prises pour le renforcement du dispositif de contrôle aux différentes entrées du pays.

Le ministère de la Santé et des Affaires Sociales rappelle que les quatre (4) cas d'alerte signalés à l'EUTM de Koulikoro et celui signalé en Commune VI ont tous été testés négatifs.

Le ministère rappelle à l'opinion qu'un numéro vert est mis à disposition pour toute information utile : 36 061.

Bamako, le 10 Mars 2020

P/Le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales PO

Le Secrétaire Général Dr. Mama COUMARE

Chevalier de l'Ordre National

■ MSPC

tion sécuritaire autour de son village. Un cri de cœur bien noté par le Général Salif TRAORÉ qui a déjà donné des instructions pour le renforcement de cette position ainsi que celle du village de Yawakanda dans la même commune où des attaques d'hommes armés non identifiés ont fait un blessé et des dégâts matériels le même jour. Cette visite en marge de celle de Mopti sur la sécurisation des élections de 2020, démontre une fois de plus, s'il en était besoin, le souci constant du Général TRAORÉ, de pacifier le pays pour une meilleure tenue des élections.

En Un Mot : Scandale financier à Kidal



On avait toujours pensé, nous autres à Bamako, que l'Etat a fait assez pour les régions du Nord en général et Kidal en particulier. Une conviction nourrie par les chiffres mirobolants des investissements annoncés et des différents projets et programmes concoctés ces dernières années pour ces régions véritablement défavorisées par la nature.

Mais, l'on se rend très vite compte de la supercherie dès qu'on met le pied sur le terrain. Cela a été le cas la semaine dernière pour le Premier ministre et les membres de sa délégation. Ils ont été surpris et déçus de voir que Kidal n'a plus d'électricité depuis plusieurs semaines à cause de pannes des groupes électrogènes. Et pourtant, on a investi des dizaines de millions pour acquérir ces machines finalement défectueuses. Cela révolte. Cela nécessite l'ouverture d'enquêtes pour situer les responsabilités et sévir parce que les détourneurs de sous destinés au nord offrent toujours l'alibi de la non-assistance de l'Etat aux irrédentistes et donc sont cause de la rébellion permanente.

■ DAK

Lutte contre le terrorisme dans le Sahel : Le Général François Lecointre redoute la «forte capacité de régénération» des djihadistes

Les djihadistes combattus par les militaires français et leurs partenaires au Sahel bénéficient d'une «forte capacité de régénération», a souligné le Chef d'État-major français, le Général François Lecointre, lors d'une récente audition au Sénat.

« Face à nous, nous avons un ennemi au volume moyen assez faible, mais capable de mobiliser rapidement et ponctuellement des effectifs importants, de l'ordre de la centaine, à moto, pour mener des actions sur des objectifs à forte valeur ajoutée », a-t-il déclaré au sujet du groupe État Islamique au Grand Sahara (EIGS), implanté dans la région dite des "trois (03) frontières" (Mali, Niger, Burkina Faso) et désigné par Paris ennemi numéro un au Sahel.

Si l'opération anti djihadiste française Barkhane, récemment passée de

Libre circulation des personnes : Tout voyageur doit avoir des documents légaux et fiables»



Tout ressortissant d'un pays de l'UEMOA ou de la CEDEAO se rendant dans un autre pays de ces espaces doit avoir des documents. Ils permettent au voyageur de se déplacer sereinement et d'être en règle avant d'entrer dans le territoire étranger. Mais ces documents doivent être obtenus de façon légale et doivent être conformes aux normes régionales et internationales.



4.500 à 5.100 hommes, multiplient les offensives contre l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) ces dernières semaines et lui inflige de lourdes pertes, «la capacité de régénération de ces terroristes est forte», a fait valoir l'Officier supérieur pendant cette audition tenue, début février; et publiée seulement un mois plus tard sur le site du Sénat selon l'AFP. «Ils sont chez eux, ils instrumentalisent des tensions interethniques, ils recrutent des combattants de plus en plus jeunes», a-t-il affirmé. « La population locale est structurée autour de liens ethniques forts et se sent abandonnée par l'État: elle fournit à l'EIGS des djihadistes qui, en enfants du pays, maîtrisent parfaitement le terrain, savent pouvoir se diluer dans les villages et bénéficient du soutien des habitants ».

Pays du sahel : Conclave des ulémas



Le ministre des Affaires religieuses et du Culte, M. Thierno Amadou Oumar Hass DIALLO, a participé, en qualité « **d'invité d'honneur** », au premier Forum de concertation entre les ulémas des pays du Sahel. C'était, en début de semaine, à Nouakchott, la capitale de la République islamique de Mauritanie.

Ce premier forum, en guise de thématique centrale, est un « **appel à la généralisation de la paix, de la tolérance et de la réconciliation nationale** », en référence au saint Coran où Dieu dit : « **Il y a des biens dans beaucoup de leurs discussions sauf ceux qui ordonnent la charité, la faveur ou la réconciliation entre les gens** ».

« **Ce thème est d'une actualité brûlante parce que beaucoup d'efforts sécuritaires et militaires ont été effectués ou sont en cours dans les pays du Sahel ; mais hélas, que des larmes, du sang et des vies arrachées** », a commenté le ministre DIALLO, soulignant « **la nécessité du dialogue et de la réconciliation pour faire face au**

terrorisme et à l'extrémisme violent ».

Il est évident qu'en plus ou en parallèle au sécuritaro-militaire, a-t-il soutenu, « **les musulmans doivent prendre leur destin en main afin que l'islam soit un élément de pacification de l'espace sahélien** » et nul, plus que les ulémas, ces doctes en islam, « **ne peut mieux porter ce message de paix et de réconciliation** ».

En conséquence, a exhorté le ministre DIALLO à l'endroit des ulémas, « **vous avez la responsabilité et le devoir d'être de ceux qui feront désormais fleurir dans nos cœurs le message de l'amour et du pardon parce que vous possédez le langage, les mots et les connaissances pour porter haut et fort ce message de paix et de fraternité** ».

« **Nous souhaiterions qu'en un temps assez court, ces pays retrouvent les voies qui font leur bonheur afin que notre sous-région soit dans le bonheur du développement, la santé et l'éducation pour les populations, et non dans cette situation de haine au nom d'une religion qui est l'une des meilleures** », a-t-il espéré.

Aussi, le ministre DIALLO a-t-il fondé beaucoup d'espoir dans ce forum afin que « **cette dynamique des ulémas soit maintenue et partagée** », de manière à pouvoir offrir à notre jeunesse « **une alternative à la vendetta dévastatrice et autodestructrice** ».

A signaler que ce premier forum sahélien est une initiative du Mauritanien Cheick Ould BAYA, sous la supervision du Forum d'Abu Dhabi pour la promotion de la paix, avec la participation des ulémas maliens, dont l'imam Mahmoud DICKO et Cheick Yacoub DOUCOURE.

■ Source : CCOM/MARC



malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74 Malikile
MIGRATION IRRÉGULIÈRE : 48 MALIENS PÉRISSENT EN MER

INAUGURATION DU PONT DE WERELE



« MALITEL, Proche de vous » n'est pas un slogan creux.

Les habitants de Wéréla, Commune rurale de Ourikila dans le Cercle de Yorosso, vivaient un cauchemar à chaque hivernage en raison du manque de pont sur le cours d'eau qui traverse leur village.

Durant des décennies, pour traverser ce cours d'eau, les populations bricolaient un pont en bois, avec une probabilité d'effondrement très élevée. Toute chose qui rendait la traversée extrêmement périlleuse et risquée, surtout pour les femmes et les enfants.

Le vendredi 07 février 2020, une délégation conduite par le Secrétaire Général de SOTELMA/MALITEL, M. Sidy Mohamed Dembélé, est arrivée à Wéréla pour l'inauguration du nouveau pont gracieusement offert par le Directeur Général de la SOTELMA aux populations, suite à leur sollicitation.

Cette action démontre à nouveau que la SOTELMA est une Entreprise citoyenne et participe de sa volonté et de sa détermination à accompagner les populations du Mali dans leur quête pour un mieux-être.



COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES DU MALI

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi, 11 mars 2020

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 11 mars 2020 dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence de Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :
adopté des projets de texte ;
et procédé à des nominations.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Sur le rapport du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Conseil des Ministres a adopté :
des projets de texte relatifs à la ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 29 octobre 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali, la Banque Africaine de Développement et le Fonds Africain de Développement, relatif au Projet d'Aménagement de la route Transsaharienne (RTS-phase 2-Section Bourém-Kidal).
des projets de texte relatifs à la ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 29 octobre 2019, entre le Gouvernement de la République

du Mali et le Fonds Africain de Développement, en vue du financement du Projet d'Aménagement de la route Transsaharienne (RTS-Phase 2-Section Bourém-Kidal).

Par le premier Accord, la Banque Africaine de Développement et le Fonds Africain de Développement accordent au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 23 millions 140 mille Unités de Compte, soit 18 milliards 257 millions 112 mille 9 cents francs CFA environ.

Par le second Accord, le Fonds Africain de Développement accorde au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 8 millions 460 mille Unités de Compte, soit 6 milliards 674 millions 813 mille 100 francs CFA environ.

Les prêts sont destinés au financement de la construction de la route Transsaharienne au Mali.

La réalisation de cette route facilitera la circulation des personnes et de leurs biens.
des projets de texte relatifs à la ratification de la Convention financière, signée à Bamako, le 27 novembre 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société CASSA DEPOSITI E PRESTITI S.p.A, pour le financement de la Brigade verte pour l'emploi : « Projet d'Aménagement de 3 000 ha dans les Régions de Kayes et de Niour du Sahel ».

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, la Société CASSA DEPOSITI E PRESTITI S.p.A met

à la disposition du Gouvernement de la République du Mali, un montant maximum de 9 millions d'Euros, soit 5 milliards 903 millions 613 mille francs CFA.

Le projet contribuera à la sécurité alimentaire, au renforcement de la résilience dans les zones affectées par la désertification et à la gestion durable des ressources naturelles.

Il permettra également de procurer des revenus aux jeunes, aux familles démunies et aux migrants de retour.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

Sur le rapport du ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant approbation du Schéma local d'Aménagement du Territoire 2019-2038 du Cercle de Kadiolo, Région de Sikasso.

La mise en œuvre du schéma approuvé permettra entre autres :
de réduire les disparités géographiques et socioéconomiques entre les Communes du Cercle ;
de favoriser l'émergence de zones économiques axées sur des pôles de développement agro-sylvo-pastoraux ;
de promouvoir la gestion concertée de l'espace territorial du Cercle à travers la répartition

équitable des infrastructures et équipements sociaux de base ;

de valoriser les potentialités naturelles, socioéconomiques et culturelles existantes du Cercle ;

d'améliorer le cadre de vie à travers des investissements créateurs d'emplois et de richesses.

L'approbation du Schéma local d'Aménagement du territoire du Cercle de Kadiolo s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Gouvernance Locale Démocratique.

AU TITRE DU MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Sur le rapport du ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret fixant le taux mensuel de l'indemnité de résidence allouée au personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale.

L'adoption du présent projet de décret s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Procès-verbal de conciliation, signé le 18 mai 2019, entre le Gouvernement et les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016.

L'octroi de cette indemnité s'inscrit dans le cadre de l'apaisement du climat social.

AU TITRE DU MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES

Sur le rapport du ministre des Domaines et des Affaires foncières, le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi domaniale et foncière. La gestion domaniale et foncière au Mali connaît de nombreuses difficultés dont :

la multiplicité des acteurs et des titres de propriété ;

l'occupation anarchique du domaine public ;
l'insuffisance de la publicité lors de la procédure d'immatriculation ;

les difficultés d'application de certaines décisions de justice.

Le projet de loi adopté apporte un certain nombre d'innovations entre autres :

la possibilité donnée au ministre chargé des Domaines d'annuler à tout moment, toute attribution faite dans le domaine public sans déclasser préalable ;

la suppression de la concession rurale comme mode d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

la limitation de la cession directe aux parcelles à usage d'habitation ;

la constatation des droits coutumiers conformément aux dispositions de la loi sur le foncier agricole ;

l'insertion d'un titre dédié au cadastre ;

la création du Guichet unique du foncier ;

l'amélioration de la publicité foncière et son adaptation aux réalités socioculturelles ;

le recours à l'action récursoire contre les agents fautifs ;

la primauté accordée à la première immatriculation régulière en cas de double immatriculation d'un même immeuble ;

la reconnaissance de la validité des titres précaires donnés par l'Administration avant l'adoption de la présente loi, ce, jusqu'à leur transformation en titre foncier ;

la fixation d'un délai de dix (10) ans pour la transformation des titres provisoires en titres fonciers en milieu urbain.

L'adoption du présent projet de loi permettra d'améliorer la gouvernance foncière et de lutter contre la spéculation.

AU CHAPITRE DES MESURES INDIVIDUELLES

Le Conseil des Ministres a procédé aux nominations suivantes :

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Membre de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite :

Chef d'Escadron Seydou Yéhia TOURE.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Directeur National de l'Economie Numérique : Monsieur Abdoul Kader KY, Ingénieur informaticien.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Inspecteur en Chef adjoint à l'Inspection de l'Environnement et de l'Assainissement :

Monsieur Amadou COULIBALY, Administrateur civil.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Directeur Général de l'Ecole Normale Supérieure de Bamako :

Monsieur Douga NASSOKO, Maître de Conférences.

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Chargé de mission :

Madame Ramata TEMBELY, Journaliste-Rédacteur.

Directeur National de la Promotion de l'Enfant et de la Famille :

Monsieur Youssouf BAGAYOKO, Professeur de l'Enseignement secondaire.

Bamako, le 11 mars 2020

**Le Secrétaire général du Gouvernement,
Madame SANOGO Aminata MALLE
Commandeur de l'Ordre national**

WESTERN UNION

WUSM



Marche pacifique des enseignants : Réprimée la police nationale

Une fois de plus, les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 sont sortis massivement pour battre le pavé, mercredi 11 mars 2020, à Bamako. Cette marche était synchronisée sur toute étendue du territoire du Mali. Après l'échec des négociations le lundi dernier, les enseignants ont décidé de descendre dans la rue pour exiger l'application de l'article 39 de leur statut.

A Bamako, une marée humaine a répondu présent à l'appel des responsables syndicaux. Ils étaient tous habillés en rouge, en signe de colère. La marche est partie de la place de la liberté pour se terminer par une déclaration à la bourse du travail. De toute évidence, cette nouvelle sortie confirme leur détermination à continuer le bras de fer qui les oppose au gouvernement. Plusieurs

partis politiques et organisations de la société civile ont participé à cette marche pacifique. Pour eux, l'éducation d'une nation n'a pas de prix.

Aussi, cette marche dans l'incompréhension générale a dégénéré du fait des policiers qui ont usé des bombes de gaz lacrymogène pour disperser les marcheurs. Or, depuis de nombreuses semaines les enseignants ont fait

la preuve de leur capacité d'organiser des manifestations pacifiques sur l'ensemble du territoire national. Le dépit du Gouvernement de n'avoir pu vaincre les grévistes ni par les retenues de salaires ni par la menace de recrutement de sortants des Instituts de Formation des Maîtres ne peut l'autoriser à utiliser la force aveugle et brutale contre de paisibles manifestants. Il faut à cet égard que manifester est un droit constitutionnel acquis au Mali de haute lutte. Cet acquis ne saurait être remis en cause par un gouvernement incapable de ramener la quiétude dans l'espace scolaire. Avec la répression de leur marche les enseignants sont rentrés à la maison plutôt que prévu mais ne reviendront mais cela n'entraînera-t-il pas un retour en classe plus tardif ? Les autorités ont pris un risque énorme qui serait préjudiciable aux enfants des pauvres les leurs étant scolarisés à l'étranger. C'est donc à raison que les enseignants avaient écrit entre autres sur les pancartes, « Tout gouvernement responsable doit respecter

les lois de la république et ses engagements », « l'Etat n'est pas une propriété privée de Boubou Cissé », « quand les hommes s'unissent, aucun système ne résiste », « la trêve sociale ne rime pas avec l'injustice », « Une loi ne se négocie pas, mais elle s'applique », « nul n'est au-dessus de la loi ».

Le collectif des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 et le gouvernement peinent toujours à avoir un terrain d'entente. Pour garantir l'éducation de tous les enfants, le gouvernement avait opté pour le recrutement des volontaires. En fait, c'est ce mercredi 11 mars 2020 que ces volontaires devaient entrer en fonction pour suppléer les enseignants grévistes.

Un échec.

Selon Ousmane Almoudou, membre du directoire du collectif des syndicats, les actions entreprises par le gouvernement ne s'inscrivent pas dans la dynamique de la résolution de la crise scolaire. « Nous invitons le gouvernement à s'assumer avant qu'il ne soit trop tard. Les syndicats sont soucieux de l'avenir des enfants. Mais nous avons été obligés par le gouvernement à adopter cette posture radicale. Les menaces du PM nous galvanisent davantage. Son intimidation ne marchera pas avec cette génération d'enseignants. Le gouvernement a bloqué nos salaires pensant que cela va saper notre détermination », a-t-il dit.

Le gouvernement et les enseignants sont opposés sur l'application de l'article 39 du statut des enseignants, chose que les enseignants réclament depuis décembre 2019. Selon eux, tout gouvernement responsable doit appliquer les textes et les lois votés et promulgués par le président de la République. Or le gouverne-



ment est dans la dynamique de revaloriser la grille des enseignants tandis que pour les syndicats de l'éducation, il ne s'agit que de mettre en application une loi existante. Selon eux, cette fois les syndicats ne sont pas porteurs de revendication mais demandent tout simplement l'application stricte des termes d'une loi.

Le système éducatif malien peine à retrouver

son lustre d'antan depuis plus de trois décennies. La recherche ou l'usage de situation précaire semble être désormais la méthode de gestion privilégiée par le gouvernement pour répondre aux revendications sociales. Conséquences de cette pratique, chaque année, nous assistons à des années escamotées ou des sauvetages in extrémistes des années scolaires au détriment de la qualité souhaitée. Toutes choses qui font penser que l'éducation, au-delà des beaux discours est loin d'être au cœur des préoccupations du gouvernement. Pour paraphraser, Ousmane Almoudou, l'éducation ne saurait être le dernier souci d'un gouvernement responsable. La gestion des revendications de l'éducation semble à confirmer cette hypothèse.

Au regard de l'évolution de la situation, on s'acheminerait inéluctablement vers une année peut être plus escamotée que l'année dernière.

■ Ibrahim Sanogo



Réseau des femmes journalistes reporters d'images du Mali : **“Le réseau est un nouveau-né, il doit grandir et se développer...”**

Le réseau des femmes journalistes reporters d'images (JRI) a procédé au lancement de ces activités, à l'Institut français, mardi dernier, 10 mars 2020. À travers une projection de films réalisés par ledit réseau, les femmes JRI ont démontré leur savoir-faire aux spectateurs. Cette cérémonie a enregistré la présence de Mirjam Tjassing, directrice de l'institut néerlandais pour la démocratie multipartite, Dramane Aliou Koné, président de la Maison de la Presse, Master Soumy, Moctar Barry, ciné droit libre.



Le réseau des femmes journalistes reporters d'images est un regroupement de femmes réalisatrices, journalistes reporters d'images. Il a été initié par l'association Ciné Droit Libre. « **C'est un cadre d'échange et de partage d'expériences entre les femmes dans le domaine de la production audiovisuelle** », a déclaré Maimouna Sidibé, présidente du réseau des femmes JRI du Mali. Il se veut un cadre idéal pour l'autonomisation de la femme. En marge de la célébration de 8 mars, le réseau des femmes JRI, avec l'appui de l'association Ciné Droit Libre, a initié une soirée à travers laquelle ils ont projeté des films réalisés uniquement par les membres dudit réseau.

Les films traitaient des thèmes comme, entre autres, la destinée de l'adoptée, la participation des femmes à la démocratie, au secours à Koursale, l'injustice. « **Ces projections constituent également le lancement des activités du réseau** », a précisé la présidente du réseau. « **Toutes les grandes questions, aujourd'hui, ont une part politique et on a besoin des bonnes décisions politiques pour changer le monde** », a insisté Mme Niaré Fatoumata Keita. Pour que les femmes puissent avoir leur mot à dire, il va falloir qu'elles se battent pour être au niveau des instances de décisions. Un autre participant a salué le courage de ces réalisatrices tout en disant que « nous avons, chacun de nous, une

part sombre dans notre vie et ça nous renvoie au miroir de notre vie ».

Au cours de cette cérémonie, le réseau a décerné une attestation à Dramane Aliou Koné, président de la Maison de la Presse. À cette occasion, Ciné Droit Libre leur a offert une Caméra et un trépied. Dramane Aliou Koné leur a également promis une caméra et sa volonté de collaborer avec le réseau. « **Le réseau est un nouveau-né, il doit grandir et se développer. Pour cela, nous avons besoin du soutien et de l'accompagnement de tout un chacun, surtout en termes d'équipements** », a conclu Maimouna Sidibé.

■ Ibrahim Sanogo

Centre du Mali : «L'échec du gouvernement malien à punir les groupes armés, encourage ces derniers à commettre d'autres atrocités». Dixit Corinne Dufka

Dans son rapport, du 10 Février 2020 intitulé «"Combien de sang doit encore couler ?" : Atrocités commises contre des civils dans le centre du Mali, 2019 », l'ONG Human Rights Watch, fait le point de la situation dans le Centre du Mali.

Basé sur les récits de témoins de dizaines d'attaques perpétrées en 2019 par des groupes armés, au cours desquelles au moins 456 civils ont été tués, et des centaines d'autres blessés. Le rapport de Human Rights Watch d'une centaine de pages, attribue l'intensification progressive de la violence qui touche le centre, aux attaques, et atrocités perpétrées par les groupes islamistes armés, alliés d'Al-Qaïda, qui sont descendus du nord vers le sud, ainsi que des groupes récemment ralliés à l'État islamique dans le Grand Sahara, à l'encontre des FAMa et des civils.

« Les attaques documentées ont eu lieu dans plus de 50 hameaux et villages situés pour la plupart à proximité de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, et ont entraîné des déplacements de grande ampleur et des épisodes de famine », a été indiqué dans le rapport.

Le recrutement, par les islamistes armés, de membres des communautés pastorales peules (ou foulanis), a attisé selon l'ONG, les tensions avec les communautés agraires, et celles-ci. Cependant face aux mesures de sécurité inadéquates du gouvernement, ces communautés ont constitué des groupes d'autodéfense. L'accès aisé à des armes militaires et l'impunité ont contribué à l'enlisement de la crise.

« À travers la région centrale du Mali, des groupes armés tuent, mutilent et terrorisent des communautés, apparemment sans craindre de devoir rendre des comptes », a déclaré Corinne Dufka, directrice de Human Rights Watch pour l'Afrique de l'Ouest et autrice du rapport.

Selon Human Rights Watch, le nombre total de civils tués lors d'attaques communautaires

et d'attaques d'islamistes armés en 2019 est beaucoup plus élevé que le nombre de décès documentés, car des éleveurs et des agriculteurs ont été tués près de leurs bêtes ou dans leur champ au cours de nombreuses actions de représailles.

La promesse faite par le gouvernement du Mali de traduire en justice « les responsables des pires atrocités », n'a pas été mise en application. L'ONG estime que seul 45 personnes ont été condamnées par les tribunaux au motif d'incidents moins graves de violences communautaires. Cependant elle déplore le fait que les autorités judiciaires n'ont toujours pas interrogé, et encore moins poursuivi en justice, les puissants leaders de groupes armés impliqués dans de nombreux massacres. « Les gens ont compris qu'il était possible de tuer, de brûler et de détruire sans subir de conséquence », a résumé un sage du centre du Mali. Les autorités maliennes devraient consacrer davantage d'énergie et de ressources à enquêter correctement et à poursuivre en justice tous les responsables d'exactions graves, a déclaré Human Rights Watch. Elle invite également les partenaires internationaux du Mali à renforcer leur soutien au système judiciaire

du centre du Mali, et au « Pôle judiciaire spécialisé dans de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée », dont le mandat a été élargi en 2019 afin d'y inclure les crimes de guerre et d'autres crimes internationaux graves.

Après une période d'accalmie, due à certaines mesures et effort engagés par l'Etat, la situation dans le centre dans ces dernières semaines, s'est dangereusement dégradée. Particulièrement dans le cercle de Bankass. Le bilan fait état de plus de 15 villages attaqués, pillés et incendiés ; des dizaines de morts, d'importants dégâts matériels et des milliers de personnes déplacées. Le 1er Mars, localités de : Kossoro, Némakana, Djôrèt, Tougnoukana et Makana dans la commune de Bayes, cercle de Bankass, ont été totalement brûlés par les terroristes. Le bilan fut très lourd : 18 civils tués, des centaines d'animaux emportés, et des centaines de greniers de céréales brûlés.

Est-ce le début d'une nouvelle escalade dans le centre?

■ Demba Sidibé, stagiaire



Bamako-Lassa : Un agent du GMS arrêté au cours d'un braquage par la population

Dans la nuit du 7 au 8 mars, aux environs de 23 heures, à Lassa en Commune IV du District de Bamako, le sergent-chef de police, Salif Koné, en service au Groupe Mobile de Sécurité (GMS) et son acolyte M.D, ont été appréhendés par les populations de Lassa en plein braquage à main armée et conduits à la brigade de recherche de gendarmerie du Camp 1 où le lieutenant Mohamed Elmeidy Ag Iddas les ont mis en taule.

Puisque, depuis leurs prises de services à la tête des différentes unités, le colonel Alpha Yaya Sangaré, commandant de région de gendarmerie de Bamako et le contrôleur général de police Siaka B. Sidibé, directeur régional de la police du District de Bamako, ont fait la lutte contre l'insécurité à Bamako et ses alentours leur priorité. Et en plus de cela, ils n'ont jamais cessé de sensibiliser les populations de ne plus se rendre justice à travers la vindicte populaire.

Aujourd'hui, force est de reconnaître que leur messages de sensibilisation est entendu par les populations car cette attitude de la population de Lassa en Commune IV du District de Bamako en est une parfaite illustration. Malgré, la tension, elle s'est maîtrisée pour conduire les deux braqueurs à la brigade de recherche de gendarmerie du Camp 1, commandée par l'imperturbable lieutenant Mohamed Elmeidy Ag Iddas.

Rappel des faits :

Nous sommes dans la nuit du 7 au 8 mars, dans les environs de 23 heures, à Lassa en Commune IV du District de Bamako, quand le sergent-chef de police, Salif Koné du Groupe Mobile de Sécurité (GMS) et son acolyte M.D ont commencé à semer la terreur coupant le sommeil à de paisibles citoyens. Le sergent-chef de police, Salif Koné et son complice, selon nos informations, ne sont pas à leur premier forfait car il se trouve qu'ils ont échappé à maintes reprises à la clameur publique dans la même zone. Cette nuit-là, ils n'ont pas pu avoir le temps de prendre la tangente comme



ils réussissaient à le faire dans les cas précédents.

Retenez bien vos souffles !

Le policier en question était habillé en tenue correcte sur laquelle il avait porté une autre tenue civile. Quand ils font leur sale besogne, le sergent-chef de police est en civil, mais une fois que la tentative échoue, il enlève sa tenue civile et devient automatiquement un policier. Ainsi, il aide les populations à ne pas procéder au lynchage de son complice sous prétexte qu'il l'amènera à la police. Aussitôt, celles-ci décampent des lieux, ils font le chemin ensemble comme si rien ne s'était produit.

Ce jour-là, leur tentative a échoué car le citoyen braqué a pu identifier le sergent-chef de police, Salif Koné et son complice comme des vrais braqueurs. Alertés, les riverains ont engagé une chasse à l'homme jusque dans leur tanière sur la colline de Lassa où ils furent arrêtés et conduits automatiquement à la brigade de recherche du Camp 1.

Interrogés successivement par les limiers de l'imperturbable lieutenant Mohamed Elmeidy Ag Iddas, commandant de brigade de recherche du Camp 1, les deux brigands ont fini par reconnaître leur forfait et avoué qu'ils sont les mêmes récidivistes dans le secteur. Présentement, ils sont placés en garde à vue à la BR du Camp 1 en attendant d'être présentés à un juge du tribunal de la Commune IV afin

qu'ils soient fixés sur leur sort.

Messages de sensibilisation : les deux commandants de la gendarmerie et de la police du District se font entendre

Dans la vie, il y a des hommes qui marquent l'histoire d'une nation par leur courage, leur abnégation, leur patriotisme. Le colonel Alpha Yaya Sangaré, commandant de région de gendarmerie de Bamako et le contrôleur général de police Siaka B. Sidibé, directeur régional de la police du District de Bamako, font partie de ceux-là qui se font remarquer par le sérieux dans le travail. Ces derniers ont toujours prôné le concept de la police de proximité et incitant les populations à ne pas se rendre justice mais d'avoir confiance en eux. On peut le dire sans se tromper que les messages de sensibilisations ont été bien compris et entendus. Suivant respectivement les instructions données par leurs chefs hiérarchiques, le colonel Alpha Yaya Sangaré, commandant de région de gendarmerie de Bamako, et le contrôleur général de police Siaka B. Sidibé, directeur régional de la police du District de Bamako, sont en train de jouer leur rôle dans la mise en œuvre des politiques de sécurité de leurs départements. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils font la fierté de leurs concitoyens.

■ Ousmane DIAKITE

Le ministre en charge de la Sécurité à Mopti : Les opérations électorales sous bonne garde



L'État et les partenaires mettront tout en œuvre pour assurer la sécurité des populations avant, pendant et après les élections.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de division Salif Traoré, était lundi dernier à Mopti où il a échangé avec les autorités administratives, les acteurs politiques et de la société civile sur la sécurisation des futures élections législatives. Il était accompagné des directeurs généraux de la police, de la gendarmerie, et du chef d'état-major adjoint de la garde nationale et de la Protection civile.

À cette occasion, le gouverneur de la région, le général Abdoulaye Cissé, a fait le point des préparatifs au plan sécuritaire et technique de l'élection des députés le 29 mars 2020. Il a indiqué que tous les actes administratifs relatifs à la création des cadres de concertation, des bureaux de vote, des commissions et sous-commissions d'organisation du processus électoral, de distribution des cartes d'électeur et la fixation des emplacements spéciaux d'aff-

iches ont été pris dans les délais conformément au chronogramme.

La région compte 3.272 bureaux de vote pour 1.033.198 électeurs. Sur les 78 déclarations de candidatures, 75 listes ont été validées par la Cour constitutionnelle et 3 invalidées, a indiqué le chef de l'exécutif régional, précisant que les cartes d'électeur des Cercles de Bandiagara, Bankass, Koro, Mopti, Douentza et Djenné ont été réceptionnées et la distribution a démarré le 7 mars dernier. Pour celles de Youwarou et Ténenkou, elles seront acheminées par la Minusma, a-t-il assuré.

Par ailleurs, le général Abdoulaye Cissé a souligné que la convocation du collège électoral est intervenue dans un contexte sécuritaire marqué dans la Région de Mopti par la recrudescence de l'insécurité, alimentée par deux facteurs : la présence des groupes armés terroristes et les tensions intercommunautaires entretenues par ces groupes.

Selon lui, cette insécurité se manifeste par des attaques des postes de sécurité militaires, des villages et des hameaux, la pose d'engins ex-

plosifs improvisés, les restrictions des libertés publiques et individuelles, notamment la liberté de circulation et la destruction d'infrastructures sociales de base. Cette situation a gagné en intensité après le retrait des postes de sécurité militaires de certaines localités stratégiques comme Dioungani, Diankabou, Yoro, Dialloubé, Sendégué, Ouo, Toguéré-Coumbé, Baye, Diallassagou et Sokoura.

Pour le gouverneur, tous ces faits constituent des défis à relever pour un bon déroulement et la réussite des élections. Pour ce faire, il dira que l'administration et les services de sécurité de la région ont élaboré un cadre d'ordre sécuritaire dont l'exécution commence par l'acheminement et la distribution des cartes d'électeur, l'établissement de la liste des centres de vote, la détermination des circonscriptions et localités à tenir et à renforcer.

La région compte 3.272 bureaux de vote pour 1.033.198 électeurs

Le gouverneur a aussi mis l'accent sur le cas des circonscriptions délaissées depuis 3 ans à cause de l'insécurité. Il s'agit des arrondis-

sements de Ouro Modi, Soye, Sossobé et les communes où la présidentielle de 2018 n'a pas pu se tenir (Togué Mourary, Cercle de Djenné : Soye, Ouro Modi, Koubaye, Salsalbé Cercle de Mopti et Togoro-Kotya Cercle de Ténenkou). À ceux-ci s'ajoutent les localités où des incidents se sont produits lors des élections antérieures. Il s'agit de Kéréna, Lowel-Guéou, Fatoma et Pignari-Bana.

S'exprimant à son tour, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile a salué la grande mobilisation des acteurs de la région autour de cette question majeure de la vie de notre pays. « Nous sommes là aujourd'hui pour vous rassurer davantage que l'État et les partenaires mettront tout en œuvre pour assurer la sécurité des populations avant, pendant et après les élections », a indiqué le général Salif Traoré, avant de mettre en évidence que l'objectif stratégique politique à court terme est l'élection et à long terme de maintenir et renforcer les acquis du déploiement des forces qui se fera avec une bonne intelligence.

Le ministre Traoré a exhorté la société civile,

les acteurs politiques à s'engager dans la dynamique de la complémentarité pour faire vivre la démocratie en renforçant la résilience qui « nous a permis de relever le défi de la présidentielle de 2018 ».

Menaces- Les préoccupations soulevées par les participants ont porté sur la sécurisation des mouvements des candidats et des électeurs qui sont loin de leurs centres de vote au regard des menaces déjà proférées par les terroristes.

En réponse, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile a répété que toutes les dispositions seront prises pour sécuriser les électeurs et les candidats. « Cependant, il faudrait que les gens comprennent que les FAMA ne peuvent être dans tous les villages et tous les hameaux, devant chaque maison, cela n'est pas synonyme de laisser la place à qui que ce soit pour faire le travail de l'État à sa place », a-t-il martelé. Il a invité les populations à ne négliger aucune information. « Le partage à temps avec le cadre de sécurisation de toutes les menaces potentielles permettra aux FAMA

de jouer avec l'effectif disponible pour endiguer le mal », a fait savoir le général Traoré.

La délégation ministérielle a également rencontré les forces de sécurité de Mopti et les responsables de la Minusma pour faire le point de la mise en œuvre du cadre d'ordre initié avec les premières opérations portant sur la sécurisation du démarrage de la campagne, de l'acheminement et la distribution des cartes d'électeur en vue de corriger les insuffisances constatées.

Dans l'après-midi, le ministre s'est rendu au village de Parou dans le Cercle de Bandiagara pour voir le pont détruit par les terroristes le 2 décembre 2019. La délégation s'est aussi rendue dans le village de Kéma attaqué par les terroristes très tôt lundi matin. Une personne a été tuée dans cette attaque et le village totalement détruit. Le ministre en charge de la Sécurité a présenté les condoléances des plus hautes autorités à la population endeuillée.

■ **Dramane COULIBALY**

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

L'honorable Moussa Timbiné rebondit sur l'affaire du terrain de football de Baco-djicoroni opposant les jeunes au maire de la Commune V: « Ouattara a, lui-même, avoué avoir reçu 5 millions du propriétaire des magasins »

Le 1er vice-président de l'Assemblée nationale du Mali, candidat à sa propre succession aux législatives en cours en Commune V du district de Bamako, l'honorable Moussa Timbiné a profité de son lancement de campagne pour débiller tout sur sa mésentente avec le maire de la Commune V, Amadou Ouattara. Il affirme que ce dernier a avoué, devant lui, avoir reçu 5 millions des mains de l'opérateur économique qui devait construire des magasins sur le terrain de football de Baco-djicoroni.

Le bras de fer médiatique entre deux puissants cadres du RPM : le secrétaire général sortant, Amadou Ouattara, et le secrétaire général entrant, l'honorable Moussa Timbiné, est lancé. Accusé à plusieurs reprises d'être à la base des manifestations de jeunes contre le maire de la Commune V dans l'affaire de l'aménagement du terrain de football de Baco-djicoroni, l'honorable Moussa Timbiné a tout dévoilé sur l'affaire. Il a fait des révélations croustillantes sur Amadou Ouattara. Selon lui, le maire de la Commune V a violé la délibération du Conseil communal dans sa tentative d'aménagement du terrain de football de Baco-djicoroni. « Dans la délibération du Conseil municipal, il est mentionné des magasins démontables. Or, dans le contrat de bail signé par Ouattara, il est écrit : construction en matériels durables en étage de 65 magasins », a révélé l'honorable Moussa Timbiné.

L'histoire des « questions pièges » et de 5 millions

Selon le député candidat à sa propre succession en Commune V du district de Bamako, il a, lui-



même, interrogé le maire de la Commune V, mais ce dernier tâtonnait dans les réponses. Timbiné revient sur la réunion de la section de RPM tenue à cet effet. « Quand j'ai vu que contrairement à la délibération du Conseil communal qui prévoit des magasins démontables, ce sont des magasins durables qui étaient en train d'être construits, j'ai demandé à Ouattara

la durée du contrat. Il m'a dit que c'était une question piège et qu'il ne répond pas à cette question », a déclaré Moussa Timbiné avant d'ajouter que Ouattara ignorait, lui-même, la durée du contrat qu'il a signé avec Sidibé pour l'aménagement du terrain. Pis, selon l'honorable Timbiné, c'est un contrat de 99 ans que le maire de la Commune V a signé avec l'opérateur



économique Bourama Sidibé. À entendre les propos de l'ancien leader étudiant, le maire Amadou Ouattara a reconnu avoir pris de l'argent avec l'opérateur économique. « J'ai demandé à Ouattara, en tant que musulman, de jurer s'il n'a pas pris d'argent. Il dit que c'était une question piège. J'ai insisté. Je lui ai demandé s'il pouvait jurer sur le Coran qu'il n'a pas pris d'argent. C'est là qu'il a dit qu'il a reçu un chèque de 5 millions et qu'il a refusé en disant que ce n'était pas un problème d'argent. Mais quand le monsieur a insisté, il les a pris. Il affirme avoir dit à ce dernier que si l'affaire n'est pas réglée, il va retourner l'argent au propriétaire. Je lui ai demandé s'il a versé l'argent dans la caisse de la mairie, c'est "non"... », a révélé le premier vice-président de l'Assemblée nationale du Mali.

« Je n'ai parlé de candidature avec le président du parti... »

Ce lancement de campagne a été l'occasion pour le député Moussa Timbiné d'apporter des précisions sur toutes les questions qui ont défrayé la chronique au Mali, mais sur lesquelles il ne s'est jamais prononcé. À l'en croire, il n'a aucun problème particulier avec le président du RPM, Dr Bocary Tréta. « Je le dis ici aujourd'hui. Je n'ai aucun problème avec le président du parti. Jusqu'à cette date, je n'ai parlé de candidature avec lui », a-t-il déclaré. Concernant les contestations de la candidature de ce dernier aux législatives passées, Timbiné a affirmé que Ouattara a « imposé » la décision sans concerter qui que ce soit au niveau de la section.

Ouattara ne dément pas avoir reçu 5 millions, mais précise...

Joint par nos soins pour sa version des faits, le maire de la Commune V n'a pas démenti le fait qu'il ait reçu 5 millions des mains de Sidibé,

l'opérateur économique avec qui la mairie a signé un contrat pour l'aménagement du terrain de football de Baco-djicroni. « Je ne vais jamais dire que je n'ai pas reçu 5 millions », nous a-t-il répondu. Mais, selon lui, ces 5 millions ne sont pas un pot-de-vin. « J'ai dit à Mandjou de me chercher 5 millions en crédit. Il a pris cette somme avec Sidibé pour crédit et non dans le cadre de la construction des magasins au terrain de Baco-djicroni. Qui ne prend pas de crédit ? Moi, j'en prenais avant même ces 5 millions », nous a confié Ouattara qui a invité l'honorable Timbiné à défendre son propre bilan lors de la campagne au lieu de « s'attaquer au maire de la Commune V qui n'est pas candidat aux législatives ».

■ **Boureima Guindo**



Ultimatum de Dicko au pouvoir : A quoi faut-il s'attendre ?

C'est la question interdite qu'il faut éviter de poser en ce moment car ça concerne plus fort que le commun des Maliens. Dicko a donné un délai au pouvoir en place pour résoudre les problèmes auxquels le peuple est confronté faute de quoi ils vont assumer leur responsabilité.

Depuis le samedi 29 février, le peuple du Mali est entre l'agitation, la peur, l'hésitation et la tension. Le mardi dernier, le procureur de la République du Tribunal de grande instance de la Commune V a saisi la section d'investigation judiciaire du Camp I afin qu'elle remette une convocation à l'imam Mahmoud Dicko. Le motif consisterait de répondre à l'enquête de parquet ouverte contre lui pour menace à l'ordre public. Mais grâce à la médiation du ministre des Affaires étrangères, la convocation fut reportée et Dicko est accompagné chez lui par une foule immense. En fait, c'est IBK en personne qui aurait envoyé son ministre des Affaires étrangères pour lui dire de ne pas répondre au juge. Tiebilé Dramé est incontestablement un ministre dont IBK rêvait toujours d'avoir à ses côtés. Un confrère écrivait qu'il est appelé en catimini à

la rescousse pour cette fois-ci mettre la balle à terre avec l'Imam. La proximité du Ministre à la fois avec le Chérif de Nioro et l'Imam Dicko a certainement contribué à calmer les esprits surchauffés des partisans de l'Imam. Mais c'est que pour éviter que Dicko soit interrogé par les éléments du Camp I et ça ne change en rien à son idée de départ. Et Dicko vient de faire voir indirectement ce que les gens ne savaient pas. Le peuple a vraiment le pouvoir de faire changer le cours des choses.

Ce rendez-vous manqué édifie sur ce que veut Dicko de IBK : quitter le pouvoir de lui-même sain et sauf avant aujourd'hui ou alors le faire partir par la force. Ce qui fait entêter Dicko et ses acolytes à leur idée de faire partir le président est que selon plusieurs observateurs, le Mali est détruit et inexistant sur 80% de son espace où rien n'est certain.

IBK allait commettre une grosse erreur, la même erreur il l'a commise à moitié avec Ras Bath : le fait de laisser Dicko être convoqué par le Camp I est cette erreur qui avait donné la toute-puissance à Ras Bath quand il a été arrêté. Déjà avec la convocation, Dicko vient

d'avoir une longueur d'avance non seulement sur tout le gouvernement mais sur IBK. Il vient de récupérer son électorat donné à IBK en 2013 et l'utiliser contre lui. Il vient de faire preuve d'une grande intelligence et de ruse.

Lessiver par les internautes

De l'opinion générale, l'acte de Dicko est salubre et permet au moins de faire bouger certains pions pour que le régime en place prenne les choses plus au sérieux. Mais au-delà de cette catégorie de personnes, des milliers de détracteurs ont pris le soin de le faire passer à tabac par leur bouche. Ils considèrent que Dicko religieux a fait un virage à gauche. Ses invectives consistent à démontrer qu'il a totalement délaissé la voie normale de l'islam et de la religion authentique. Certains affirment clairement que Dicko doit être banni du cercle des imams et guide religieux du Mali parce qu'il incite plus à la violence qu'à la paix. C'est une honte pour le Mali et pour cette noble religion qui est l'islam.

En fait, tout porte à croire Dicko est en colère contre le pouvoir en place et il veut coûte que coûte lui rendre la vie impossible à vivre. IBK n'avait pas respecté ses engagements pris lors des campagnes de l'élection présidentielle de 2013. Donc naturellement, Dicko se sent trahi et honni par le président, il veut se racheter à tout prix aux yeux des Maliens.

Kaou Djim, l'inflamateur

Le bras droit de Mahmoud Dicko est l'homme tonnerre qui veut assommer tout le monde d'un seul coup de gueule. Au sommet de ses frappes, il commence à abattre la grosse cible qui est l'Etat. Pour lui, « il n'y a pas d'Etat, l'Etat est par terre ». Il saisit toutes les occasions pour s'adresser aux hommes de médias, pressé et agité, on voit clairement que sa colère et sa haine contre le régime en place est sans limite rationnelle. L'impression qui se dégage est qu'il y a une idée de vengeance. Il vient de trouver l'occasion et il ne veut en aucune occasion la rater. Certes, le samedi dernier, l'imam Dicko avait affirmé de son côté que l'Etat est devenu un fardeau insupportable pour les Maliens. » Les deux hommes sont loin d'être les mêmes.

■ B.M



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net



7e Session Ordinaire du Conseil d'Administration du CDAT : « Afin d'assurer un bon encadrement des artisans pour promouvoir la transformation artisanale du coton »



Mme Nina Walet Intallou, ministre de l'Artisanat et du Tourisme, a présidé la 7e session du conseil d'Administration du Centre de Développement de l'Artisanat Textile (CDAT). C'était ce mardi, 10 mars 2020, dans la salle de conférence dudit ministère, en présence du Directeur général du Centre de Développement de l'Artisanat Textile et de l'ensemble des administrateurs.

Au cours de son discours introductif, la présidente du conseil d'administration du Centre de Développement de l'Artisanat Textile (CDAT), Mme Nina Walet Intallou, a précisé que la création du CDAT répond à une volonté politique des plus hautes autorités de notre pays pour assurer un bon encadrement des artisans, afin de promouvoir la transformation artisanale des matières premières textiles localement produites, notamment le coton. Avec ses énormes potentialités, la filière coton textile reste indéniablement un moteur de croissance pour l'économie nationale et un secteur pourvoyeur d'emplois, contribuant substantiellement à la réduction de la pauvreté.

« C'est conscient de ces immenses potentialités que le Ministère de l'Artisanat et du Tourisme, dans sa vision intégrée de la chaîne de valeur, entend améliorer les conditions de création et de production pour une transformation locale de qualité », a-t-elle précisé.

À cet effet, le CDAT doit nécessairement travailler à une synergie (l'action avec les artisans pour opérer rapidement les mutations nécessaires dans le processus de transformation artisanale du coton). Sur la chaîne de valeur de la transformation, il s'agira, plus particulièrement, de renforcer la capacité de gestion des femmes pour un meilleur positionnement au sein des organisations de production de coton et pour un accès équitable aux différents services dans le secteur.

Il est heureux de noter que l'année 2019 a été marquée par des événements qui ont impacté positivement le domaine de la transformation artisanale du coton. Ainsi, l'habillement des membres du Gouvernement avec les tissus-pagnes tissés a donné beaucoup plus de visibilité au secteur. Aussi, la tenue de la 2e

édition du Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA), du 07 au 21 novembre 2019, a permis au tissu-pagne tissé et autres dérivés d'illuminer le salon à travers les différents défilés de mode et aussi à travers le stand du CDAT qui a offert une bonne opportunité aux artisans pour l'écoulement de leurs produits. De même, les différentes actions de promotion et de communication entreprises par le CDAT continuent de susciter un intérêt pour les stylistes, les couturiers et les consommateurs. Dans le contexte actuel, l'aménagement d'un environnement favorable à l'investissement pour la transformation locale du coton devient un objectif prioritaire, quand on sait que le taux de transformation locale de notre coton reste toujours à la traîne.

Il faut à cet effet, multiplier les efforts, en vue d'améliorer l'attractivité de la filière vis-à-vis des nouveaux investisseurs, de renforcer durablement la compétitivité des unités artisanales textiles existantes, d'innover et de développer des partenariats stratégiques public-privé.

Pour le Directeur général de la CDAT, M. Ousmane Coulibaly, cette session se passe dans un contexte important qui sera axé sur l'information, la communication, et la formation afin de donner des produits de meilleure qualité aux consommateurs. Aussi, pour que tous les Maliens à tous les niveaux sachent que le coton malien est transformé au Mali. C'est pourquoi nous allons mettre un accent particulier sur la formation, aussi bien que la communication.

Le budget 2020 passe de 772 000 000 FCFA à 827 028 000 FCFA : « au niveau de la construction de son siège afin qu'il puisse mener pleinement ses missions, et pouvoir étendre toutes nos compétences sur toute l'étendue du territoire national, et surtout principalement les artistes et stylistes avec qui nous travaillons, qui ont besoin de meilleurs produits de qualité, à la disposition de la clientèle ».

Pour terminer, il a indiqué que les travaux de cette présente session porteront sur : le procès-verbal de la 6e session ; le rapport d'Activités et de Budget de 2019 ; l'état d'Exécution des recommandations de la 6e session ; le projet de Budget et de Programme d'Activités 2020.

■ Aïssétou Cissé

Guinée Bissau : Tournée régionale du président Umaro Sissoco Embaló



Le président nouvellement élu de la Guinée Bissau, Umaro Sissoco Embaló, a entamé, depuis ce mardi 10 mars, une tournée auprès des pays amis de la sous-région, en l'occurrence le Sénégal, le Niger et le Nigeria.

Se présentant comme le président démocratiquement élu, Umaro Sissoco Embaló reste pourtant contesté par l'opposition qui dénonce un coup de force, au moment où le contentieux électoral n'a pas encore été vidé par la Cour Suprême, rapporte rfi.fr.

Crise politique en Guinée : Le Général Sékouba Konaté brise le silence...

Il avait gardé le silence jusque-là ! Le Général Sékouba Konaté a finalement décidé de s'exprimer sur la crise politique que traverse la Guinée. Après plusieurs moments d'hésitation, l'ancien Président de la transition guinéenne a accepté d'ouvrir son cœur à Africaguinee.com à travers une déclaration dont voici le contenu. La République de Guinée, notre cher pays traverse une étape cruciale de son histoire qui interpelle tout un chacun. En effet, je suis très souvent sollicité pour donner mon avis sur la crise politique qui secoue notre pays. J'avoue avoir longtemps hésité de donner mon avis malgré les multiples interpellations à l'endroit de ma modeste personne. Cette hésitation répond au souci particulier de mon devoir de réserve en tant qu'ancien Chef de l'Etat ayant assuré la transition en République de Guinée afin d'éviter une prise de position partisane. Cependant, ma conscience m'exige en pareille circonstance de partager mes opinions personnelles en mettant l'intérêt du pays avant tout. Les divergences profondes entre le Pouvoir actuel et le Front National de Défenses de la

Constitution (FNDC) risquent fort de plonger le pays dans une escalade dont les conséquences pourraient entraîner une destruction de notre tissu économique et social. Il est facile de mener un pays vers la confrontation. Cependant, il est difficile de le faire sortir. Les pays qui ont connu des conflits violents doivent nous servir de leçon. Ayant été au front au Liberia et en Sierra Leone, il est de mon devoir d'inviter les acteurs politiques et sociaux de privilégier le dialogue constructif afin de

sortir notre pays de l'impasse dans lequel il se trouve. Car, personne ne sortira vainqueur dans une confrontation dont nul n'a la maîtrise réelle des contours. Tandis que chacun sortira vainqueur et grandi dans une négociation basée sur le principe gagnant-gagnant. Ainsi, nous léguons aux générations actuelles et futures, un pays en paix résolument tourné vers son destin. Je lance un appel solennel à tous les acteurs sociopolitiques de n'écouter que leurs raisons et non leurs cœurs.

Le Moi ne nous servira en rien. Il ne nous procurera que des malheurs. Revenons autour de la table de dialogue pour s'accorder sur tous les contours liés à la tenue des élections législatives et présidentielles inclusives, crédibles et transparentes susceptibles d'assurer la paix et la stabilité. Que Dieu préserve la Guinée et les Guinéens.



Coronavirus : En Afrique du Sud, les trois principales provinces touchées



Comme partout dans le monde, dans cette pharmacie à Johannesburg, les produits désinfectants pour les mains sont très demandés. Photo prise le 6 mars 2020.

L'Afrique du Sud est de plus en plus touchée par l'épidémie de coronavirus. La semaine dernière, trois touristes revenant d'Italie avaient été testés positifs. Mercredi 11 mars, six nouveaux individus ont été positifs, portant à 13 le nombre de cas dans la nation arc-en-ciel, dont l'un est dans un état critique à Johannesburg. Le ministre de la Santé se veut rassurant, mais l'inquiétude grandit, car ce sont maintenant les trois principales provinces sud-africaines qui sont touchées. Une majorité des cas à Johannesburg, trois

personnes à Durban et maintenant un cas dans le Cap-Occidental, la province de la ville du Cap. Avec ce dernier patient, c'est la création d'un troisième cluster, un troisième centre de l'épidémie qui s'ouvre dans le pays, soit une difficulté de plus pour le gouvernement sud-africain pour contenir le virus.

Point commun entre ces 13 patients : ils ont tous voyagé en Europe, la plupart en Italie, d'autres au Portugal et en Suisse.

Des écoles fermées...

Deux priorités maintenant : d'abord ces individus sont tous en quarantaine, sous observation médicale. Ensuite, plus laborieux, le travail des enquêteurs pour remonter la trace des autres personnes exposées. Quelques écoles ont déjà fermé pour parer à la conta-

gion.

Le ministre de la Santé Zweli Mkhize rassure pourtant. Ces personnes sont malheureusement passées à travers les mailles du filet, mais les ports et aéroports sont bien équipés, avec au moins deux contrôles pour les voyageurs internationaux, mais pas encore de quarantaine obligatoire comme dans d'autres pays.

L'aéroport de Johannesburg accueillera vendredi les 122 Sud-Africains restés bloqués 50 jours dans la ville de Wuhan, rapatriés par l'armée.

■ Source RFI

Lyon : Moussa Dembélé sur le départ ?



La presse anglaise fait état d'un intérêt prononcé de Chelsea pour le buteur de l'Olympique Lyonnais, Moussa Dembélé. Depuis ses débuts en professionnel, Moussa Dembélé a toujours bénéficié d'une bonne cote

en Angleterre. Par sa puissance, sa vitesse et son efficacité, l'avant-centre de l'Olympique Lyonnais a un profil technique idéal pour les caractéristiques de la Premier League. C'est d'ailleurs à Fulham, l'un des nombreux clubs

de Londres, que le buteur a éclaté au plus haut niveau. Le nom de Dembélé est ainsi souvent revenu du côté d'Arsenal ces derniers mois, ou des deux écuries de Manchester, United et City. Mais c'est finalement à Chelsea que le Français pourrait poursuivre sa carrière.

Chelsea prêt à passer à l'offensive pour Dembélé

Selon les informations du Daily Star, le club londonien aurait jeté son dévolu sur l'attaquant des Gones. Chelsea serait prêt à passer à l'offensive lors du prochain mercato estival. Olivier Giroud semble plus proche de la fin de son histoire avec les Blues, tandis que le jeune Tammy Abraham, bien que très prometteur, manque de références au haut niveau. Chelsea devra néanmoins y mettre le prix : Dembélé dispose d'un contrat jusqu'en 2023 à l'Olympique Lyonnais.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Un nouveau poste laisse dans le doute sur sa durée. Un manque de visibilité survient dans votre parcours professionnel. Votre poste peut consister en un remplacement d'une durée inconnue. Un sentiment de frustration intervient et vous devez être patient.

C'est encore la prudence qui partage votre vie et c'est encore la meilleure solution à adopter. Pluton en Capricorne peut vous obliger à changer de secteur professionnel et à être attentif à la trésorerie. Le désir d'acheter des articles reste un fantasme.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous bénéficiez du soutien de contacts professionnels influents. Vous jouez toutes vos cartes pour obtenir le bonus tant attendu. Le jeu en vaut certainement la chandelle. Jupiter vous conseille de manier habilement le verbe et le tour est joué.

Si l'envie vous prend de vouloir trop dépenser, un petit signal d'alarme va très rapidement se mettre en route, histoire de vous rappeler que vous avez des impératifs et des charges. Ne dilapidez pas votre argent sans avoir bien réfléchi.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un pic d'activité accompagne une désorganisation. Vous pourriez avoir à remplacer un collègue ou à faire plusieurs tâches à la fois. La journée risque d'être épuisante et avec peu de repos. Dans cette ambiance, la fatigue survient avant la fin de la soirée.

Les ressources actuelles sont insuffisantes ou elles peuvent partir dans diverses dépenses. L'heure n'est pas aux économies et vous pouvez constater que le salaire ne couvre pas tout. Pensez à faire de la récupération ou à acquérir des articles en solde.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous serez particulièrement efficace. Votre organisation ne souffrira d'aucune faille. Minutieux, appliqué, votre travail sera exemplaire. Vous récolterez les félicitations de votre direction. Et il n'est pas impossible qu'une prime suive ! La Lune met l'accent sur vos finances en ciblant une dépense imprévue ou au montant plus élevé que prévu. Demandez à échelonner le paiement de manière à ne pas créer un déséquilibre important de votre compte. Ne vous démunissez pas.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec votre ambition tenace, vous désirez trouver un poste qui donne de la liberté d'action. Au près de vos collaborateurs, vous pouvez ressentir cette rivalité embarrassante. Songer à vous lancer en solo dans une création d'entreprise pourrait vous séduire.

Vous devez revoir votre façon de dépenser et contrôler votre désir de luxe. Uranus en Taureau change votre relation à l'argent. Vous pourriez avoir envie de gagner davantage, car vous ne supportez pas la frustration devant les articles qui vous séduisent.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Sur le plan professionnel, vous êtes sur tous les fronts, vous développez de nouveaux projets, on vous fait confiance. Comme à votre habitude, vous prenez les choses en main, secrètement vous espérez une promotion. Vous redoublez vos efforts.

Financièrement, vous renouez avec la confiance, si vous redoutiez les problèmes d'argent, vous sortez de la crise. C'est avec une grande efficacité que vous réussissez à gérer votre budget. Aujourd'hui, vous profitez de moments plus avantageux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une légère amélioration se fait sentir dans votre poste. Cela peut venir suite à un appui d'un collaborateur qui voit en vous, vos compétences. Vos tâches peuvent pourtant être répétitives ou apporter un sentiment de routine qui vous décourage par moments.

Vous faites le dos rond, car vous avez compris que la patience est votre alliée. Le budget continue d'être serré, mais vous trouvez des solutions et l'entourage vous apporte des aides avec des services. Cette aide est appréciée et vous redonne du pep.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le carré Lune/Uranus vous met face à des changements que vous n'avez pas souhaités, mais que vous êtes obligé de suivre. Vous n'aurez pas le choix. Mais, en bon Scorpion que vous êtes, vous vous adaptez et vous en tirez un avantage !

Tout devrait bien se passer dans le domaine financier. Toutefois, il ne serait pas inutile de mettre un frein aux dépenses superficielles. Elles vous satisfont sur le moment, mais ensuite vous réalisez qu'elles n'étaient pas indispensables et vous vous en voulez.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des collaborations sont source de joies. Vous remarquez que l'on écoute vos conseils et la complicité continue d'être importante dans votre activité. Jupiter en Sagittaire vous apporte de la satisfaction et de la positivité. Votre ambition revient en force.

Des doutes surviennent dans votre vie professionnelle et avant de vous lancer dans un nouveau départ. Il est conseillé de freiner vos dépenses et de voir si elles sont réellement importantes et prioritaires. Un peu d'inquiétude est à venir pour la journée.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous êtes à deux doigts de baisser les bras, vous n'arrivez plus à lutter contre les personnes mal intentionnées de votre entourage professionnel. Vous bénéficiez d'une aide que vous n'attendiez plus, encore un peu de patience pour que tout s'arrange.

Pensez à placer vos gains avant d'être soumis à la tentation et de craquer pour des achats compulsifs. Si vous en éprouvez le besoin et que ça peut vous rassurer, prenez votre calculatrice, refaites vos comptes, et traquez la moindre dépense.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous travaillez en équipe, il est conseillé de ne pas être impulsif, car votre franchise amène une tension. Des efforts sont à faire pour ne pas altérer l'ambiance. Votre nature enjouée est appréciée. L'ambiance est bonne tout en étant productive.

Pour économiser, vous pourriez limiter les sorties. Cette résolution est difficile à tenir. Vous aimez faire des activités avec vos amis, or tout cela a un coût. Ces loisirs sont la cause principale de dépenses. L'argent vous file entre les doigts.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous savez ce que vous valez et vous ne jouez pas les faux modestes. Vous attendez que l'on reconnaisse à leur juste valeur vos mérites et vos capacités. Cependant une attitude trop agressive aura l'effet inverse. Ne vous faites pas rejeter !

Côté finances, tout semble aller pour le mieux. Les rentrées sont régulières, vous parvenez à équilibrer votre budget sans pour autant vous priver. Vous êtes heureux de constater que vous êtes arrivé à tenir parole ! Vous êtes plus rigoureux.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA